

Une vision de la société luxembourgeoise

Le texte ci-contre, le fruit de réflexions menées par un groupe de travail du Conseil supérieur pour le développement durable (CSDD), rediscuté et entériné en session plénière, se veut avant tout un processus continu. Si, à l'origine, il visait à réagir aux premiers documents qui circulaient concernant l'élaboration du nouveau Plan national pour le développement durable, son ambition est devenue progressivement plus vaste. Nous y décrivons notre vision de la société luxembourgeoise pour les années à venir et nous nous fixons quelques objectifs. C'est donc un texte non figé, en constante évolution, qui devrait nous permettre d'engager parmi nous, mais aussi avec la société civile, un débat largement ouvert sur les grands enjeux de notre société. Il devrait par ailleurs aussi proposer éventuellement de nouveaux « contrats » à la société luxembourgeoise : contrats social, culturel, environnemental et sociétal. Ainsi, nous espérons pouvoir jouer un rôle en amont et en aval de l'action politique. En amont, en proposant une prospective transversale pour notre société et en aidant à la prise de décision ; en aval, en jouant le rôle de « veille » – éventuellement « politiquement non correcte » – du développement durable.

Le Conseil supérieur pour le développement durable (CSDD) a été mis en place début 2007 sur la base, d'une part, de la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination nationale de développement durable et, d'autre part, du règlement grand-ducal du 14 juillet 2005 relatif à la composition, l'organisation et le fonctionnement du CSDD. Composé de 15 personnalités issues des divers secteurs de la société luxembourgeoise, choisies « en raison de leurs compétence et expérience en matière de développement durable », le CSDD est un organe de réflexion, de discussion et de conseil en matière de développement durable.

Il se compose actuellement de Tom Conzemius, Emile Eicher, Viviane Goergen, André Hoffmann, Erny Lamborelle, Mike Mathias, Paul Reckinger, Jean-Claude Reding, Gaston Reinesch, Jean Stoll, Blanche Weber, Raymond Weber (président), Joëlle Welfring (vice-présidente), René Winkin (vice-président) et Laura Zuccoli.

Pour terminer ces lignes de « contextualisation » d'un texte, un mot sur la notion de « développement durable », à la fois point de départ et finalité de notre réflexion et action. Pour la Commission Brundtland, en 1987, le développement durable est un « modèle de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins ». Ce concept a donc **un double contenu, descriptif et normatif, d'être et de devoir être**. Il invite l'humanité à **se penser comme une à travers le temps**. Enfin, le contenu opérationnel de la notion décline trois grands objectifs qu'il s'agit de concilier : **efficacité économique, respect des droits sociopolitiques** (y inclus la participation des populations aux décisions les concernant et l'équité intra- et internationale) et **protection de l'environnement**. Depuis le sommet de Johannesburg, on y ajoute généralement la **diversité culturelle** et le **respect des droits culturels**.

Pour nous, le développement durable devrait permettre à un vaste ensemble d'acteurs (sociaux, politiques, économiques et culturels) de dialoguer, d'échanger, de se retrouver autour des doutes et des questions du monde contemporain, en transcendant leurs identités et leurs oppositions passées. Il devrait aussi aider à la création d'un espace de dialogue, à une écoute neuve et mutuelle, bref, à une nouvelle culture politique autour d'enjeux fondamentaux, ceux dont la gestion requiert une vaste coopération nationale et internationale – du secteur privé, des autorités publiques et des sociétés civiles. Ne pourrait-on pas voir dans le développement durable une problématique structurante qui manquait jusqu'ici au monde devenu global pour prendre pleinement conscience de lui-même ? Et à la société luxembourgeoise, pour se construire, à partir de son identité et de ses ressources pour le développement, un avenir solidaire avec la Grande Région, avec l'Europe et avec le monde, et notamment avec les pays partenaires de notre coopération au développement ?

Raymond Weber